

(De notre rédacteur parlementaire)

Paris, 10 juin. — M. Clémenceau a continué aujourd'hui son réquisitoire contre le parti socialiste. Moins nerveux qu'hier, le ministre de l'Intérieur s'est expliqué sur la doctrine socialiste, mais il faut reconnaître que sa verve a été un peu en défaut et que l'intérêt de la discussion s'en est ressenti.

Quelques affirmations comme celle qu'un ouvrier qui trouve du travail peut travailler si le veut et quand même, est en contradiction avec le projet du gouvernement sur le contrat collectif du travail qui prévoit l'arbitrage obligatoire, et nécessairement le chômage unanime lorsque la majorité de la corporation est en grève en ce qui est décidé.

Est-ce à dire que M. Clémenceau ait nié le programme radical-socialiste ? Loin de là, il a tenu à affirmer qu'il était toujours partisan du retour à l'Etat des grands monopoles industriels et du rachat des chemins de fer. Sur cette déclaration, sans attendre, les applaudissements ont éclaté nourris et répétés sur les bancs socialistes et radicaux-socialistes ; ils se sont prolongés même sur la grande tribune de la gauche radicale.

La thèse du ministre de l'Intérieur est celle-ci : il y a deux choses à envisager dans les propositions de loi en ce qui concerne les individus.

Dans un très beau mouvement oratoire, M. Clémenceau déclare, attribuant à Jaurès la pensée de ne modifier que le cadre, être partisan de l'amélioration des individus, se refusant à admettre que à notre époque il y ait des hommes qui ne puissent se mouvoir à l'aise dans le cadre socialiste.

Il oublie que le socialisme repose tout entier sur le principe d'éducation des individus destinés à les rendre dignes du cadre.

C'est la théorie du réformisme appliquée à l'individu ou plutôt du réformisme moral.

Comme en 1885, M. Clémenceau a affirmé partisan du salariat, mais avec la collaboration du capital et du travail.

A ce moment se produit, à propos d'une interruption, une altercation entre les citoyens Courcier et Fourrier d'une part et M. Michel, radical-socialiste, député d'Alsace, d'autre part. Un incident semblable éclatera plus tard, lorsque Jaurès sera à la tribune, entre Ghisquière et un de ses voisins de travée, radical-socialiste. Ces menus détails indiquent cependant que la fraternité qui régna hier sur tous les bancs de l'extrême gauche a bien placé à quelque nervosité.

Mais voici Jaurès : Un mouvement d'attention se produit. Il reprend point par point, sans s'arrêter, aux ironies, les arguments de M. Clémenceau et déclare qu'il ne nie pas le progrès. Mais comme les fruits sont mûrs, il réclame pour la classe ouvrière le droit de les cueillir.

Dans une envolée admirable, — et ce ne sera pas la seule de ce discours, — il se pose une question radicale que question : Est-ce que les travaux de Pierre Leroux, des Fourier, des Proudhon n'ont pas été les instigateurs du progrès républicain actuel ?

C'est ensuite la contradiction flagrante entre la théorie du contrat collectif qui prévoit le droit de grève et celle du contrat collectif qui signale notre ami. Il en profite pour démontrer en passant que les idées socialistes ont été préfacées chez M. Clémenceau, puisque dès l'année 1885, était adversaire déclaré de l'obligation de faire de l'assurance sociale en est partisan aujourd'hui.

Mais où le leader socialiste fut vraiment superbe, où il fit passer sur la Chambre un rayon d'intense émotion, ce fut lorsqu'il traça une impressionnante envolée des actes d'intimidation et de pression exercés contre les grévistes, tandis que les patrons, tranquillement assis autour d'un tapis vert, refusent froidement et sans discussion les avantages du contrat collectif. Les ministres eux-mêmes constatent unanime l'urgence de la mesure. C'est là un acte odieux qui échappe aux tribunaux, alors que la machine à condamner fonctionne activement contre les travailleurs.

Et ce fut alors sans transition, l'exposé de la catastrophe des Courrières dont l'événement est volontairement simplifié dans la Chambre tout entière, un moment de poignante angosse.

Sans accuser le gouvernement, mais en fixant les institutions rétrogradées qui paralysent l'enquête judiciaire, il regrette en termes émus qu'on n'ait pas tenu compte de ses responsabilités et poursuivi et puni les coupables.

Et cependant 1.400 cadavres demandent justice. L'argument a tellement porté, qu'un conciliabule s'est établi aussitôt au banc des ministres entre MM. Sarrien, Clémenceau, Poincaré et Barthou.

Le ministre des travaux publics se lève et proteste contre les paroles de Jaurès qui n'ont, dit-il, que cette intervention pour prendre acte de l'engagement formel pris de ce fait d'établir les responsabilités dans le plus bref délai.

Tout serait à citer de ce discours magnifique, empreint de la plus haute philosophie sociale, de la plus pure doctrine socialiste française.

Chaque fois que l'on entend Jaurès, on ne peut s'empêcher de dire : « C'est le plus beau discours qu'il ait jamais fait. Ce fut encore aujourd'hui la pensée unanime de tous les parlementaires, sans distinction d'opinions, lorsque le député de Carmaux descendit de la tribune. »

René PONTUÉL

C'est dans un grand et noble intérêt politique qu'il a agi. Il a eu peur de la peur des bourgeois et il a voulu dégager sa responsabilité en faisant rassurer ceux qui avaient peur et il s'est dit que les ouvriers qui perdonnaient de défendre la République à leurs frais.

Le Gouvernement a contracté une dette de plus vis-à-vis de la classe ouvrière, qu'il faut payer.

Il a groupé dans un bloc où se trouve toute la droite... (Interruptions.)

M. CLÉMENCEAU. — Vous savez que c'est le contraire.

JAURES. — Toutes les fois que le ministre a pris à partie les socialistes, dans les manifestations qui visaient au cœur le socialisme même, il n'y a eu que pour les socialistes.

M. CLÉMENCEAU. — Vous n'êtes pas le socialisme à vous tout seul.

JAURES. — Ne jouez pas sur les mots. Il y a ici un parti socialiste.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. — Vous n'êtes pas le bon Dieu !

JAURES. — Et vous, vous n'êtes même pas le diable. (Rires.)

Toutes les fois que le ministre a pris à partie le socialisme, il a groupé contre les socialistes l'approbation enthousiaste de l'Assemblée.

IL FAUT ABOUTIR

C'est un homme de la minorité qui vient dire à son tour pour cette législature la vérité parole : il faut aboutir.

Les deux législatures précédentes ont fait œuvre grande et bonne. Ce serait pour tout un désastre qu'elle fut stérile et qu'elle aboutisse à rien.

Dans quelles conditions peut-elle aboutir ?

L'ère des difficultés exceptionnelles a commencé. On va rencontrer devant soi le maximum de résistance et on ne le pourra vaincre que par le maximum d'action sur le programme maximum de la majorité républicaine.

Jusqu'ici on a vaincu les forces du passé, les forces d'égérie. Si grandes qu'elles soient, elles ont été vaincues. Mais il faut maintenant vaincre les forces du présent et du futur.

Le ministre de l'Intérieur a dit que ce serait une chose admirable si l'on réalisait dans cette législature, la moitié des réformes contenues dans la déclaration ministérielle. Mais à l'heure actuelle, on ne peut pas faire l'impossible sur le revenu qu'un groupement toutes les forces de la démocratie.

Le gouvernement serait conduit, s'il veut faire une œuvre efficace, à nationaliser les banques, les chemins de fer, les mines et les offices ministériels, comme l'a proposé M. Clémenceau. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Le gouvernement est aussi socialiste que vous, a dit M. Clémenceau. Oui, mais à une condition : c'est que le gouvernement accepte le programme de M. Clémenceau. Il faut que nous sachions où et avec qui nous allons et si, oui ou non, le programme du gouvernement est bien celui de M. Clémenceau.

M. Clémenceau a rallié l'édifice construit par le parti socialiste. Il lui semble, à lui, que la cathédrale ministérielle manque de fleche. (On rit.)

LES SOCIALISTES ET LES REFORMES

Les premiers mois de cette législature seront décisifs. Les socialistes sont prêts à voter les réformes, toutes les réformes, sans autre condition que leur propre conscience et celle de leur parti. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les réformes ont été refusées, comme on l'a dit à tort, de surprendre les charges que ces réformes pouvaient entraîner. Ils l'ont bien prouvé dans la discussion de la loi des retraites ouvrières, s'ils ne voient pas le budget, c'est pour protester contre les abus de l'organisation actuelle. Il ne faut pas essayer de déplacer les responsabilités. Si les socialistes faisaient échouer une réforme par suite d'un formalisme quelconque, on n'aurait le droit de les rendre responsables de ce échec. Jusque-là, ils ont le droit de rester maîtres de leur tactique. Républicains autant que socialistes, aussi réformistes que leur méthode qui révolutionnaire par leur objet, ils s'associent à toutes les réformes, pourvu qu'elles soient sérieuses et efficaces et qu'elles constituent non pas des trompe-l'œil mais des réalités. A vous de décider. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche.)

Demande d'affichage

LE PRESIDENT fait connaître que M. Alloué a demandé l'affichage du discours de Jaurès.

CETTE DEMANDE EST REPUSSEE PAR 288 VOIX CONTRE 130.

Renvoi à jeudi

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

Séance levée à deux heures.

La séance est levée à six heures et demie.

l'oujours frappés, tandis que la responsabilité des grands capitalistes devenait évidente.

Il y a, aux mines de Courrières, douze cents cadavres que la société capitaliste est en train de cacher. (Sensation.)

Le gouvernement n'est pas sûr lui-même de pouvoir faire la lumière, de dégager les responsabilités. Les juges cherchent les responsables à l'aveugle ; il n'y a que pour les ouvriers qu'il n'y a que pour les ouvriers ; on les condamne. (Applaudissements.)

BARTHOU, ministre des travaux publics. — Vous n'avez pas le droit de porter cette accusation contre le gouvernement. L'enquête judiciaire se poursuit, et celle que j'ai ordonnée moi-même se poursuit contradictoirement avec les délégués mineurs.

Le gouvernement procède contre cette accusation abominable qu'il ne mérite pas.

JAURES dit que plus on dégage la responsabilité gouvernementale, plus on engage la responsabilité sociale.

Il n'y a pas de volonté, contre la volonté même du gouvernement, la nature même des choses établit l'opposition. Formidable que l'orateur vient de signaler.

Les conditions de la lutte sont beaucoup plus aisées pour les patrons que pour les ouvriers.

A quelles conditions les ouvriers qui luttent, peuvent-ils remporter la victoire ?

On se représente leur état d'esprit. Le ministre a dit qu'ils ne luttaient pas pour le droit à la vie et il est certain que, puisqu'ils vivent, ils ne luttaient pas pour la vie.

Le ministre a dit qu'ils ne luttaient pas pour la vie et il est certain que, puisqu'ils vivent, ils ne luttaient pas pour la vie.

Quand ces hommes luttent, ce sont des forces de civilisation ; ils ne luttent pas seulement pour eux-mêmes, ils luttent pour tout le peuple. Il y a à leur dévouement, désintéressement, moralité, réforme intérieure, valeur collective accrus.

Mais quel sens M. Clémenceau donne-t-il à la vie ?

Il fait prendre garde, tout en déclarant les éléments du désastre, de ne pas laisser de ne pas briser ce ressort des forces ouvrières, vrières.

LA GREVE DES MINEURS

C'est ce qu'on a fait pourtant dans le Pas-de-Calais où le gouvernement, avec ses 25.000 hommes de troupe, a pesé sur les syndicats. (Applaudissements à gauche.)

M. CLÉMENCEAU. — M. Basié n'a rien dit de cela.

JAURES rappelle que le Ministre lui a reproché de ne pas lui avoir apporté son concours à Lens.

L'orateur déplore toute tentative faite pour détourner les ouvriers des voies légales et à toujours pensés ainsi.

Dans l'« Humanité », il a félicité M. Clémenceau d'être rendu à Lens et d'avoir adopté vis-à-vis des ouvriers grévistes, un système nouveau qui constituait un grand progrès sur le passé.

Il ajoutait que le devoir des ouvriers était d'appuyer par leur calme et leur sang-froid l'action de ce ministre vraiment démocrate et républicain.

Dans un autre article, l'orateur faisait encore appel à la raison et à l'esprit de justice. Les actes de violence, les actes de brutalité et les actes de destruction, (Applaudissements.)

Depuis huit ans l'orateur s'est associé à la politique de réformes et a demandé à la classe ouvrière la patience ; il espérait que, par suite des réformes et de l'accroissement de leur liberté, les ouvriers renonceraient à user des moyens violents pour faire triompher leurs revendications.

Mais, avec la théorie de M. le Ministre de l'Intérieur, de côté des réformes, il recherchera dans quelles conditions peut s'exercer une politique républicaine de réformes à laquelle il est prêt à collaborer.

L'orateur n'a pas nié les efforts tentés par la République dans la voie des réformes. Mais il a dit que ces réformes, il les rappelle, au contraire, au prolétariat pour lui donner un peu d'espoir dans l'avenir.

M. le ministre de l'Intérieur a prétendu que le parti socialiste prétendait assouler de rien une société nouvelle et abolir tout l'effort de la République.

Quel malentendu ! Aucun parti n'est plus pénétré de l'idée de l'évolution que le parti socialiste. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les socialistes ne peuvent donc pas nier le progrès. Parce que les fruits sont mûrs, ils ne proposent pas d'arracher les fleurs et de détruire les racines de l'arbre. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

On lui fait grief de rechercher un milieu social nouveau, où les forces pourrissent sur le mort plus librement.

C'est un homme de science qui isole l'individu du milieu social. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

C'est la plus chimérique des abstractions.

M. CLÉMENCEAU. — C'est l'individu qui fait le milieu.

JAURES. — Et c'est le milieu qui fait l'individu.

Cette doctrine de l'individualisme absolu, qui prétend que toute la réforme sociale consiste dans celle de l'individu, est en contradiction avec tous les grands mouvements de l'humanité, avec la Révolution française surtout. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La Révolution a, par un coup de foudre, fait l'ébranlement se fait encore sentir, transformé le milieu même. (Applaudissements.)

Quand on a proposé d'instituer le suffrage universel, il y en a qui, avec Guizot, ont dit : Jamais ! D'autres ont dit : Peut-être.

Reprochera-t-on aux hommes de 1848 d'avoir eu foi dans la démocratie ? (Applaudissements.)

M. le ministre de l'Intérieur a fait grief aux socialistes de n'avoir pas inscrit dans le programme de cette législature, la réforme relative au contrat collectif du travail.

Mais ce contrat collectif sera une décision ou créera un lien de solidarité, ce qui est en contradiction absolue avec la théorie qu'a exposée M. le ministre de l'Intérieur. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

L'orateur dit qu'il lui suffit d'avoir esquissé le programme socialiste ; il a une foi entière dans la puissance des idées socialistes. L'occasion se présentera bientôt de les développer.

M. Clémenceau, en 1884, se prononçait contre l'obligation en matière d'assurance sociale. Aujourd'hui l'orateur se félicite de voir la signature de la loi qui admet le principe de l'obligation pour la Caisse des retraites ouvrières.

Ce fait prouve que cette conception socialiste a fait son chemin depuis 1884. Il en sera de même des autres. (Applaudissements.)

LA CLASSE OUVRIERE

On donc est la classe ouvrière a demandé M. le Ministre de l'Intérieur. Elle est dans ses organisations, dans ses syndicats. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Ce ne sont pas des anarchistes, mais des syndicats ouvriers qui avaient tracé le programme des revendications dans le Pas-de-Calais.

A l'origine de ces mouvements, ce sont les syndicats et les fédérations de syndicats que l'on a trouvés.

On peut triompher avec M. Biétry, de la faible proportion du nombre des ouvriers syndiqués par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce qui est étonnant, c'est que le nombre des syndiqués soit aussi élevé, en présence des obstacles qui s'opposent à eux. (Applaudissements.)

Il faut prendre garde, tout en déclarant les éléments du désastre, de ne pas laisser de ne pas briser ce ressort des forces ouvrières, vrières.

LA GREVE DES MINEURS

C'est ce qu'on a fait pourtant dans le Pas-de-Calais où le gouvernement, avec ses 25.000 hommes de troupe, a pesé sur les syndicats. (Applaudissements à gauche.)

M. CLÉMENCEAU. — M. Basié n'a rien dit de cela.

JAURES rappelle que le Ministre lui a reproché de ne pas lui avoir apporté son concours à Lens.

L'orateur déplore toute tentative faite pour détourner les ouvriers des voies légales et à toujours pensés ainsi.

Dans l'« Humanité », il a félicité M. Clémenceau d'être rendu à Lens et d'avoir adopté vis-à-vis des ouvriers grévistes, un système nouveau qui constituait un grand progrès sur le passé.

Il ajoutait que le devoir des ouvriers était d'appuyer par leur calme et leur sang-froid l'action de ce ministre vraiment démocrate et républicain.

Dans un autre article, l'orateur faisait encore appel à la raison et à l'esprit de justice. Les actes de violence, les actes de brutalité et les actes de destruction, (Applaudissements.)

Depuis huit ans l'orateur s'est associé à la politique de réformes et a demandé à la classe ouvrière la patience ; il espérait que, par suite des réformes et de l'accroissement de leur liberté, les ouvriers renonceraient à user des moyens violents pour faire triompher leurs revendications.

Mais, avec la théorie de M. le Ministre de l'Intérieur, de côté des réformes, il recherchera dans quelles conditions peut s'exercer une politique républicaine de réformes à laquelle il est prêt à collaborer.

L'orateur n'a pas nié les efforts tentés par la République dans la voie des réformes. Mais il a dit que ces réformes, il les rappelle, au contraire, au prolétariat pour lui donner un peu d'espoir dans l'avenir.

M. le ministre de l'Intérieur a prétendu que le parti socialiste prétendait assouler de rien une société nouvelle et abolir tout l'effort de la République.

Quel malentendu ! Aucun parti n'est plus pénétré de l'idée de l'évolution que le parti socialiste. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les socialistes ne peuvent donc pas nier le progrès. Parce que les fruits sont mûrs, ils ne proposent pas d'arracher les fleurs et de détruire les racines de l'arbre. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

On lui fait grief de rechercher un milieu social nouveau, où les forces pourrissent sur le mort plus librement.

C'est un homme de science qui isole l'individu du milieu social. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

C'est la plus chimérique des abstractions.

M. CLÉMENCEAU. — C'est l'individu qui fait le milieu.

JAURES. — Et c'est le milieu qui fait l'individu.

Cette doctrine de l'individualisme absolu, qui prétend que toute la réforme sociale consiste dans celle de l'individu, est en contradiction avec tous les grands mouvements de l'humanité, avec la Révolution française surtout. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La Révolution a, par un coup de foudre, fait l'ébranlement se fait encore sentir, transformé le milieu même. (Applaudissements.)

Quand on a proposé d'instituer le suffrage universel, il y en a qui, avec Guizot, ont dit : Jamais ! D'autres ont dit : Peut-être.

Reprochera-t-on aux hommes de 1848 d'avoir eu foi dans la démocratie ? (Applaudissements.)

M. le ministre de l'Intérieur a fait grief aux socialistes de n'avoir pas inscrit dans le programme de cette législature, la réforme relative au contrat collectif du travail.

L'orateur a argumenté contre M. Jaurès, mais il ne veut pas conclure avec lui, contre son idéal, contre ses élucubrations dont il narque les aspirations légitimes.

Il a demandé l'explication pour ce qui a fait demander l'explication pour ce qui a fait l'explication générale afin d'élever le nouvel édifice dont plus tard on fournira les dessins.

Qu'à M. Jaurès a-t-il à dire que jamais une société au monde soit sortie toute faite d'un cerveau de génie ?

Tout est social est le produit d'une longue évolution d'états successifs.

LA MAIN TENDUE

M. CLÉMENCEAU termine en disant : Tout à l'heure on proposera contre le Gouvernement un vote de blâme. L'orateur ne s'en émeut pas. La raison de ce vote de blâme, il va la dire : on entend terroriser le parti radical, le contraindre à suivre ou bien le rejeter dans le parti de la conservation modérée pour dire aux électeurs qu'ils n'ont plus de choix qu'entre la réaction ou le seul dans l'inconnu révolutionnaire.

Cette manœuvre sera déjouée par le parti radical qui n'aura, pour la faire, qu'à résister lui-même. L'action dispersera les équivoques entraînant ces faibles, obligera les forts à la méthode et à la discipline. (Applaudissements.)

Ayez donc confiance, hommes de peu de foi, qui méconnaissent la République bourgeoise. Parce qu'on ne pense pas de même, est-ce une raison de se haïr ? (Applaudissements.)

Il faut savoir ce que veulent les socialistes. Ils jugent l'heure décisive pour le parti radical, elle l'est aussi pour le parti radical.

Il faut faire des réformes ou aller à la révolution. Nous avons fait des réformes, nous continuons. Si vous voulez travailler avec nous, nous vous tendons la main ; si vous refusez, que chacun suive sa destinée. Nous porterons bravement la responsabilité du jour.

Pour le reste, nous nous en reportons au jugement de la Chambre et du parti républicain. (Vifs applaudissements à gauche.)

L'orateur de retour à son banc reçoit les félicitations de ses amis.

Vote de l'affichage

M. MAURIAN demande l'affichage du discours de grande orientation politique et de réformes sociales que la majorité vient d'adopter. Il faut que le pays le lise ; il comprendra et l'approuvera.

L'affichage du discours de M. Clémenceau est voté par 365 voix contre 78.

Biposte de Jaurès

L'orateur trace éloquentement la tactique du Parti et déclare que les Socialistes sont prêts à voter toutes les réformes sérieuses et efficaces.

JAURES monte à la tribune pour répondre à M. Clémenceau.

Le leader socialiste dit qu'il monte à la tribune tout hébété des flèches qu'une main habile et toujours jeune lui a décochées.

Laissons de côté ces polémiques, il recherchera dans quelles conditions peut s'exercer une politique républicaine de réformes à laquelle il est prêt à collaborer.

L'orateur n'a pas nié les efforts tentés par la République dans la voie des réformes. Mais il a dit que ces réformes, il les rappelle, au contraire, au prolétariat pour lui donner un peu d'espoir dans l'avenir.

M. le ministre de l'Intérieur a prétendu que le parti socialiste prétendait assouler de rien une société nouvelle et abolir tout l'effort de la République.

Quel malentendu ! Aucun parti n'est plus pénétré de l'idée de l'évolution que le parti socialiste. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Les socialistes ne peuvent donc pas nier le progrès. Parce que les fruits sont mûrs, ils ne proposent pas d'arracher les fleurs et de détruire les racines de l'arbre. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

On lui fait grief de rechercher un milieu social nouveau, où les forces pourrissent sur le mort plus librement.

C'est un homme de science qui isole l'individu du milieu social. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

C'est la plus chimérique des abstractions.

M. CLÉMENCEAU. — C'est l'individu qui fait le milieu.

JAURES. — Et c'est le milieu qui fait l'individu.

Cette doctrine de l'individualisme absolu, qui prétend que toute la réforme sociale consiste dans celle de l'individu, est en contradiction avec tous les grands mouvements de l'humanité, avec la Révolution française surtout. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

La Révolution a, par un coup de foudre, fait l'ébranlement se fait encore sentir, transformé le milieu même. (Applaudissements.)

Quand on a proposé d'instituer le suffrage universel, il y en a qui, avec Guizot, ont dit : Jamais ! D'autres ont dit : Peut-être.

Reprochera-t-on aux hommes de 1848 d'avoir eu foi dans la démocratie ? (Applaudissements.)

M. le ministre de l'Intérieur a fait grief aux socialistes de n'avoir pas inscrit dans le programme de cette législature, la réforme relative au contrat collectif du travail.

des femmes, du 27 décembre 1892 sur la conciliation et sur l'arbitrage, du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, du 23 juin 1894 sur l'assistance à la caisse de secours obligatoires, du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché, de 1895 sur la protection des salaires, de 1895 sur les secours mutuels, de 1896 sur les accidents du travail, de 1896 sur le conseil supérieur du travail, de 1896 sur le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels, du 1er juillet 1901 sur le contrat d'association, du 14 mars 1904 sur le placement des ouvriers des deux sexes, du 15 mai 1905 modifiant la loi de 1890 sur les délégués mineurs, de 1905 sur la durée du travail dans les mines, de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards et aux incurables.

Enfin, la loi sur les retraites ouvrières. Quand un tel effort a été fourni on n'a pas le droit de dire aux Assemblées républicaines qu'elles n'ont rien fait pour la classe ouvrière. (Applaudissements.)

C'est n'est rien que de voter des lois, il faut encore les faire vivre, l'application est de mots, la réponse est faite.

LA TRANSFORMATION SOCIALE

M. Varenne, socialiste unifié, a écrit dans la Lanterne un article où il constate que la transformation sociale est un but lointain de propagande, qu'il faut le préparer par l'éducation.

C'est tout le programme du parti républicain.

M. Varenne continue ainsi : « Si l'éducation vient à son heure, quand le prolétariat sera assez éclairé et assez discipliné pour assurer la charge du suffrage universel, la transformation s'opérera sans violence, sans effort, sans lutte. »

M. VARENNE. — C'est le collectivisme. LE MINISTRE. — C'est le collectivisme. Il ne ressemble guère à celui qu'on a présenté jusqu'ici.

M. Edouard Bernstein, dans un ouvrage sur le socialisme, écrit que la social-démocratie avait le devoir de s'organiser politiquement et de préparer la classe ouvrière, que ce qu'on appelle le but final du socialisme n'était rien, que le mouvement était tout. C'est le programme du parti radical et du gouvernement. (Applaudissements.)

Mais une minorité vient ici proclamer que le Gouvernement est au-dessous du suffrage universel.

Elle peut condamner le Gouvernement : les ministres rentreront dans le rang et s'ils n'ont pas été de bons officiers ils seront de bons soldats. Mais ceux qui se permettent de se lever contre eux, ceux qui se permettent de faire l'ange, comme dit Pascal. (Applaudissements.)